

# MARI KIVINIEMI

Secrétaire générale adjointe de l'OCDE ; Ancien Première ministre de Finlande

## Ali ASLAN

L'OCDE s'est en effet saisie du sujet sans équivoque, à travers la tenue de nombreux forums politiques de haut vol. Mari, c'est la raison pour laquelle nous sommes impatients de prendre connaissance des chiffres et statistiques de l'OCDE sur l'IA et l'avenir du travail.

## Mari KIVINIEMI

Je vous remercie beaucoup pour votre invitation. Je suis heureuse d'être parmi vous. C'est la quatrième fois que je participe à la World Policy Conference et j'adresse mes félicitations à Thierry à l'occasion du 10<sup>ème</sup> anniversaire de ce grand événement. C'est avec plaisir que je vais vous faire part des réflexions de l'OCDE sur les thèmes de l'intelligence artificielle, la technologie et l'avenir du travail. Celles-ci figurent au tout premier plan de l'ordre du jour de l'OCDE.

M. Ahmed a planté le décor de façon absolument remarquable, si bien qu'il n'y a pas grand-chose à ajouter ; je vais néanmoins entrer un peu plus dans le détail. Simplement pour vous donner des exemples concrets de la rapidité avec laquelle l'intelligence artificielle a fait irruption dans nos foyers, mais également sur nos lieux de travail. Si l'on considère le nombre d'inventions en lien avec l'intelligence artificielle ayant fait l'objet d'un brevet auprès des cinq principaux organismes de propriété intellectuelle au cours des cinq dernières années, celui-ci a presque doublé. Par ailleurs, l'étude du financement des startups dans le domaine de l'intelligence artificielle révèle 160 transactions en 2012, contre 658 en 2016. On constate donc un changement vraiment rapide sur une très courte période. Nous sommes tous conscients que l'intelligence artificielle peut permettre de prendre de meilleures décisions, de détecter les problèmes plus tôt et de réduire globalement les coûts dans plusieurs domaines essentiels au bien-être sociétal. Prenons l'exemple concret de la santé. Les algorithmes du *deep learning*, associés aux contributions de pathologistes humains, ont réduit le taux d'erreur de dépistage du cancer du sein à 0,5 %, contre 3,5 % pour les pathologistes seuls et 7,5 % pour les machines seules. Il s'agit là d'une avancée considérable dans le dépistage du cancer du sein.

Bien entendu, l'intelligence artificielle pose également des défis et, la semaine dernière, nous avons organisé une conférence à l'OCDE sur l'intelligence artificielle qui s'intitulait « AI: Intelligent Machines, Smart policies ». L'avenir du travail figurait au premier plan de l'ordre du jour des discussions. Les gens sont apparus, dans l'ensemble, très inquiets de ce qui va se passer sur leur lieu de travail et de leur avenir. Au sein de l'OCDE, nous pensons que les craintes de ce type sont peut-être un peu exagérées, et je pense, pour ma part, que nous devrions faire preuve d'optimisme lorsque nous envisageons l'avenir de l'intelligence artificielle et du travail. L'humanité a su survivre aux précédentes révolutions industrielles et technologiques ; je suis donc convaincue que nous saurons survivre à celle-ci.

Parmi les raisons qui me poussent à croire que ces craintes sont peut-être exagérées, il faut d'abord distinguer ce qui peut être automatisé techniquement de ce qui le sera dans les faits. Les attitudes sociales comptent dans la décision de faire usage de robots ici ou là, et ceux-ci appartiennent davantage au domaine de la technologie spatiale qu'à celui de la santé. Autre raison : les changements porteront sur des tâches individuelles, pas sur des emplois entiers. On ne va pas assister à l'automatisation entière de la nature et de la composition de la majorité des emplois : seules les tâches individuelles seront sujettes à modification. Nous nous attendons à de grandes variations d'un pays à l'autre, mais en moyenne, nous estimons que 14 % des emplois s'exposent à un risque élevé d'automatisation de la plupart de leurs tâches. 32 % des emplois enregistreront probablement des changements profonds au niveau de la composition des tâches.

La troisième raison, c'est que la technologie ne fait pas que détruire des emplois, elle en crée aussi de nouveaux. Nous concevons tous qu'il existe désormais de nombreux emplois d'un nouveau genre dont nous ne pouvions prédire l'existence auparavant. Qui pouvait imaginer il y a 20 ans, par exemple, que « blogueur » deviendrait une profession ?

Ceci étant, les gouvernements doivent se tenir prêts au changement, d'autant que les inégalités risquent de s'accroître sur le marché du travail et au-delà, vus les effets de la transformation numérique sur l'organisation du travail et le fonctionnement des marchés de l'emploi. Je voudrais souligner que les gouvernements doivent avoir pleine conscience des enjeux et aider leurs concitoyens à trouver leurs marques dans le cadre de la transformation numérique. Les taux d'emploi ont augmenté dans la plupart des pays avancés ces dernières années ; l'avenir du travail pourrait donc bien ne pas être aussi sinistre que certains le redoutent.

Ce qui m'amène à la question de l'action gouvernementale. D'abord, nous devons adapter nos politiques de compétences. La concurrence des compétences en matière d'emploi évolue, et dans la quasi-totalité des pays avancés, nous avons assisté à une baisse des emplois moyennement qualifiés et à une augmentation à la fois des emplois peu et hautement qualifiés. Pour faire face à ce phénomène, la concurrence des compétences est de la plus haute importance et les gouvernements doivent améliorer le système éducatif. Quant aux fondamentaux de l'enseignement primaire, les élèves ont besoin de compétences génériques alliées à des compétences cognitives fortes afin de renforcer leurs compétences en TIC. En outre, nous devons examiner les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour les adultes. Ce système doit être amélioré dans tous les pays.

Après les politiques de compétences, viennent, en deuxième position, des politiques actives relatives au marché du travail, pour que nous soyons en mesure d'offrir aux travailleurs désavantagés par le processus de transition le soutien financier nécessaire, ainsi que les moyens de trouver rapidement un nouvel emploi de qualité.

Enfin, après les politiques de compétences et les politiques relatives au marché du travail, viennent les politiques de sécurité sociale. Il semble que de nombreuses possibilités existent dans ce domaine, mais la forme du travail est en train de changer et à ce titre, les systèmes de sécurité sociale doivent eux aussi changer. Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de vous communiquer la position de l'OCDE sur ces questions.

**Ali ASLAN**

Merci, Mari, de nous avoir exposé faits et données chiffrées.